

Conférence scientifique : Les impacts sociaux de la conservation des forêts

Le mercredi 9 décembre 2015 de 14 à 16h

Amphithéâtre de l'ESSA-Forêt

14h - Le sucré et l'amer. Impacts sociaux de la compensation écologique ou biodiversity offset -
Cécile Bidaud

14h45 - Estimation des coûts réels locaux de la conservation des forêts avec des modèles de choix discrets- **Sarobidy Rakotonarivo**

15h30 – Débat sur les sauvegardes et compensations sociales des aires protégées

14h - Le sucré et l'amer : les impacts sociaux de la compensation écologique

Auteurs : Cécile Bidaud (Bangor University), Manolotsoa Ramiadantsihoaranarivo (Université d'Antananarivo), Kate Schreckenber (Southampton University), Patrick Ranjatson (ESSA Forêt), James Gibbons (Bangor University), Julia P.G. Jones (Bangor University)

Lorsqu'une infrastructure majeure comme une mine a des impacts inévitables sur la biodiversité, les investisseurs, les gouvernements ou les standards propres de l'entreprise exigent la mise en place d'un projet de compensation écologique ou biodiversity offset (qui représente un investissement dans la conservation avec un résultat mesurable) dans l'objectif de n'avoir pas de perte nette voir un impact net positif sur la biodiversité. Quand la conservation est atteinte en changeant le comportement des populations dépendantes des ressources naturelles, le projet de compensation écologique peut s'attendre à avoir des impacts sociaux même si la plupart de l'attention et des controverses s'est focalisé jusqu'à présent sur l'équivalence écologique entre gains et pertes de biodiversité.

A travers une étude de cas sur Ambatovy, une entreprise à l'avant-garde de la compensation écologique au niveau mondial, nous montrons les perceptions locales de l'ampleur et la distribution des impacts du projet de compensation écologique sur le bien-être local. Cette étude est basée à la fois sur des méthodes qualitatives et quantitatives. Nous montrons que le projet de compensation a deux volets (restrictions de conservation et activités de développement) qui influencent les constituants du bien-être de manière à la fois positive et négative. Nous développons ensuite trois points : les activités de développement ne compensent pas l'ampleur des coûts des restrictions de conservation ; ceux qui supportent les coûts de la conservation ne sont pas toujours ceux qui bénéficient des activités de développement; les restrictions ont un impact immédiat sur les populations locales tandis que les activités de développement ont un impact sur le plus long terme.

A partir des résultats de cette étude, nous développons des propositions et recommandations pour améliorer l'application des standards internationaux et des politiques nationales afin d'augmenter les retombées positives sur le bien-être des populations locales.

14h45 - Estimation des coûts réels locaux de la conservation des forêts avec des modèles de choix discrets

Sarobidy Rakotonarivo, Neal Hockley et Julia Jones (Bangor University)

Jette Jacobsen, Helle Larsen et Martin Nilsen (Copenhagen university)

Bruno Ramamonjisoa et Rina Mandimbiniaina (Antananarivo university)

Les aires protégées (APs) peuvent générer des impacts négatifs sur le bien-être des communautés locales en imposant des restrictions d'accès et d'utilisation aux ressources protégées. Bien que ces coûts aient été reconnus depuis des décennies, leur compensation est souvent retardée, incomplète, voire inexistante. Prédire les impacts locaux des APs avant leur création est important pour la conception des mécanismes de compensation. Bien que les modèles de choix discrets (MCD) sont de plus en plus utilisés pour ces évaluations *ex-ante*, leur validité est encore relativement peu étudiée dans les pays en développement. Prenant le cas du projet REDD+ du Corridor Ankeniheny Zahamena, nous avons examiné si les MCD peuvent prédire les coûts réels locaux de la conservation des forêts ainsi que les compensations correspondantes. Pour ce faire, nous avons mené des enquêtes auprès des ménages qui diffèrent par leur expérience en matière de restriction de l'agriculture sur brûlis (*tevia*). Nous avons également effectué des interviews qualitatives sur une portion de ces ménages afin de mieux comprendre leur processus de décision. L'expérience des ménages enquêtés en matière de conservation influence significativement les résultats des MCDs. Aucune compensation ne peut remplacer le *tevia* pour les ménages ayant une longue expérience des restrictions. En revanche, les ménages moins expérimentés aspirent hautement à des techniques agricoles alternatives au *tevia* et un permis de *tevia* sécurisé sur un hectare de forêt. Bien que les MCDs peuvent élucider des préférences actuelles valides dans le contexte de cette étude, elles ne constituent pas un outil *ex-ante* fiable pour estimer les compensations requises. Ceci vient du fait que les ménages avec une expérience limitée des restrictions peuvent être incapables d'estimer les impacts à long terme d'une intervention aussi complexe que REDD+. Par conséquent, cette étude suggère qu'il est difficile de prédire de manière robuste les valeurs des compensations associées aux coûts locaux de la conservation. Il s'avère ainsi nécessaire de réexaminer les approches de conservation et la possibilité de compenser équitablement les restrictions imposées par les aires protégées.

15h30 – Débat sur les sauvegardes sociales des aires protégées

Quels sont les défis actuels de la compensation sociale des aires protégées ? Quelles sont les propositions concrètes des chercheurs pour répondre aux politiques de sauvegarde sociale dans le contexte malgache ?